

ABONNEMENT

Un an..... 48 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 50

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers
PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
Un trimestre commencé sera dû.

BUREAUX : 4, PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance.

SAUMUR, 27 JUILLET

LE FANTÔME

C'est de M. Rouvier qu'il s'agit et, de plus, on doit son exhumation à M. Jaurès, auquel je n'adresse pas mes compliments pour cet intempestif forage à travers les plâtras, les sables et les cloaques du Panama. Nul, pas même les complices de l'ancien financier, n'éprouvait le besoin de voir reparaitre sur l'eau le cadavre du Pylade suspect de M. Reinach. A quoi bon l'assaut rétroactif de M. Jaurès ? Effet oratoire dit-on. Je le veux bien. Cependant, non seulement cette poussée de rhétorique me laisserait hésitant sur le volume, les ressources et les procédés de l'éloquence du leader socialiste, mais encore il me semble que les plus élémentaires convenances interdisent de jeter à la tête de ses adversaires la dalle d'un tombeau.

Pauvre M. Rouvier ! il était si bien dans la mort ! l'oubli tendait ses voiles d'indulgence et de pardon sur sa mémoire. Ce nom, presque effacé du souvenir des contemporains, ne revenait que, de loin en loin, sur les lèvres des Boursicotiers du « bon temps » où « M. de Rothschild était le roi de la République et M. Rouvier l'huissier de son antichambre ». Pourquoi troubler un repos si péniblement gagné à coups d'infamie, pourquoi refuser la paix éternelle au maudit ?

Je ne comprends pas M. Jaurès. Il avait, devant lui, M. Dupuy et ses compagnons du bagna ministériel bien supérieurs comme cibles, offrant à la trique et à l'injure une surface et même un postface beaucoup plus étendus. D'où vient qu'il passe pardessus leur tête pour repêcher la loque Rouvier ? Peut-être ne faut-il voir, dans cet écart, qu'une fantaisie de professeur de zoologie et d'anthropologie comparées sortant de quelque caverne de l'humanité un gigantesque crapaud fossile pour l'instruction et l'émerveillement de ses élèves ;

Grandiaque effossis mirabitur ossa sepulchris.

Non. On commence à croire et voir autre chose. Qui sait ? peut-être un acte de charité, de compassion.

On suppose ceci :

M. Rouvier aurait dit ou fait dire à M. Jaurès : « Voyons, soyez bon, doux et clément. J'ai été assez aplati, torturé, trituré, n'est-ce pas. Hé bien ! le silence sous lequel on m'ensevelit me pèse. On me traite à l'égal d'un vulgaire Emile Ollivier. Découvrez-moi ; tapez-moi dessus à tour de bras. J'aime mieux les « beignes » et l'affront que le mutisme du dédain. »

M. Jaurès eut pitié et ne recula point devant les périls de cette tâche répugnante.

Aussi, prenant la balle au bond, le fantôme a parlé. Qu'a-t-il dit ?

Oh ! des choses bien incohérentes, bien inconsistantes, et principalement dénuées de vérité : il a chanté sa probité, son absence de fortune (et la villa de Neuilly payée 500,000 francs, payée avec des noyaux de pêche sans doute !), l'ordonnance de non-lieu dont il bénéficia, l'absolution de la justice ; et, pour démontrer irréfutablement le franc aloi de son républicanisme, l'irréprochabilité de sa moralité, il invoque l'exemple des grands ministres de la monarchie, il lit le testament de Mazarin

sur le piédestal duquel il ne craint pas de se hisser.

Mazarin, c'est celui qui disait de nous : « Ils chantent, donc ils paieront ». Nous avons payé M. Rouvier, mais l'orgue de barbarie et la « mazarinade » actuelle ne se sont pas encore appesantis sur lui. On ne l'a mis en vers et en pièces que dans des caboulots presque intimes. On s'est contenté, de ci de là, de l'accoupler, par la rime, à l'Emile Ollivier déjà nommé et à loup-cervier. Je ne pense pas qu'on soit allé jusqu'à l'assonance de vivier.

Il se déclare innocent sur toute la ligne, pur et blanc ; pour un rien, la Jeanne d'Arc de la Bourse ; il figurerait à bon droit l'agneau pascal dans le tableau de Memling.

Des gens l'ont applaudi. C'est le châtement de la coupable complaisance affichée par M. Jaurès.

Innocent, Rouvier ?

Son innocence, fût-elle doublée de l'innocence de feu M^{me} Claude Vignon (vous voyez d'ici l'accolage et la solidité de ces deux innocences !), nous ne lui en crierions pas moins :

« Mâne orgueilleuse, purulente et fétide, retourne à la fosse qu'on te creusa dans l'exécration et le mépris publics ! »

M. Jaurès est coupable de complicité, de connivence avec le fantôme.

Il est des mots et des noms qui ne doivent jamais sortir d'une bouche honnête.

Le premier de ces noms prohibés à jamais est celui de Rouvier.

LA CHAMBRE

Séance du matin du jeudi 25 juillet 1894
Fin de la discussion sur la loi de sûreté générale

M. de Ramel développe un amendement ainsi conçu :

« L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi se prescrivent par trois mois conformément à l'article 63 de la loi du 29 juillet 1881.

» Seront également applicables les articles 48 et 50 de la même loi relatifs au réquisitoire du ministère public et à la citation : dans l'article premier, on renvoie aux articles 24 et 25 de la loi de 1881 ; c'est la prescription de trois mois qui doit être appliquée ; dans l'article 2, c'est un délit nouveau auquel est applicable le droit commun qui fixe la prescription à trois mois. »

A la majorité de 269 voix contre 222, l'amendement de M. de Ramel n'est pas pris en considération.

La Chambre passe à l'examen des amendements tendant à limiter l'effet de la présente loi.

M. Millerand propose de discuter d'abord le principe de la limitation de la loi ; si ce principe est adopté, alors on discutera les divers amendements.

M. Boissy-d'Anglas soutient le principe de la limitation de la loi ; beaucoup de républicains estiment que cette loi est contraire aux principes de la Révolution et aux traditions mêmes du parti républicain.

M. Guérin, ministre de la justice, demande à la Chambre de décider que la loi proposée aura un caractère définitif, contrairement aux conclusions de M. Boissy-d'Anglas. Après les cor-

rections et les atténuations que la loi a subies, il semblait que la nécessité de lui assigner un caractère provisoire devait avoir disparu.

M. le ministre de la justice demande à la Chambre de repousser tous les amendements qui tendent à assigner à la loi une durée limitée.

M. Doumer rappelle que ses amis et lui ont repoussé tous les articles de la loi parce qu'ils estiment que le gouvernement a des armes suffisantes pour frapper les anarchistes, et que cette loi pourra atteindre la presse.

M. Dupuy, président du conseil, dit qu'en repoussant la limitation, le gouvernement ne prétend pas que le mal auquel il faut mettre un terme, est permanent et sera éternel.

M. le président met aux voix le principe de la limitation de la loi.

A la majorité de 280 voix sur 230, le principe de la limitation n'est pas adopté.

M. Goujat développe un article additionnel ainsi conçu :

« En cas de dissolution de la Chambre des députés, la présente loi sera purement et simplement abrogée. »

A la majorité de 318 voix contre 148, l'article additionnel de M. Goujat n'est pas adopté.

La séance est renvoyée à 2 h. 1/2.

SÉANCE DU SOIR

M. Millerand présente un projet de résolution invitant le bureau de la Chambre à faire une enquête sur les conditions dans lesquelles a été déposé le scrutin sur l'amendement Jaurès. Le résultat du vote proclamé hier en séance accusait une majorité de 44 voix contre l'amendement ; ce matin, le *Journal officiel* réduit à 6 voix cette majorité. Comment cette transformation s'est-elle opérée ?

L'enquête est ordonnée par 510 voix contre 2.

M. Burdeau annonce qu' aussitôt après la séance, le bureau de la Chambre procédera à cette enquête.

M. Rouanet présente un article additionnel au projet de loi ainsi conçu :

« L'effet des dispositions de la présente loi sera suspendu et la législation antérieure remise en vigueur pendant les vacances parlementaires. »

Cet article est repoussé par 326 voix contre 79.

M. Michelin propose que la présente loi « ne soit exécutoire qu'après avoir été ratifiée par la nation directement consultée. »

La question préalable est votée par 367 voix contre 92.

LE VOTE

Il ne reste plus qu'à procéder au vote sur l'ensemble de la loi.

Le vote a lieu à la tribune.

L'ensemble de la loi est adopté par 268 voix contre 163 — 105 voix de majorité.

La Chambre décide qu'elle se réunira samedi à 3 heures.

Déclaration de la Droite

Voici le texte de la déclaration lue, au nom de la droite, par M. Denys Cochin avant le vote sur l'ensemble du projet de loi :

« Messieurs,

» Flétrissant les instigateurs, condamnant les auteurs des crimes de l'anarchie, nous ne

volerons cependant pas la loi qui vous est soumise.

» Quand on nous a demandé d'élever les peines et de poursuivre des crimes nouveaux qui pouvaient échapper aux lois, nous l'avons fait.

» On nous demande maintenant de changer le juge, de provoquer les dénonciations, de faire le silence sur les débats, de diminuer les garanties auxquelles ont droit les accusés. Nous ne le ferons pas.

» Pour réprimer les menées anarchistes que nous réprouvons plus que personne, nous souhaitons que le gouvernement réorganise l'administration et la police et fasse usage des armes très efficaces dont il dispose.

» Si la secte que l'on veut frapper s'est développée, la faute en est d'une part aux doctrines collectivistes qui trompent le peuple et, d'autre part, à la politique opportuniste qui, sans relâche, depuis quinze ans, par les lois scolaires, les laïcisations, les expulsions, les impôts iniques, a entravé, repoussé, combattu ouvertement l'enseignement de la morale chrétienne.

» Nous estimons qu'on a tort de rendre la liberté responsable des malheurs présents. Et nous nous en tenons au conseil de Montalembert répété par Berryer, quand il défendit son illustre ami devant le tribunal de police correctionnelle de 1848 : « Sauvons la société avec la liberté ! »

Ont signé : MM. Denys Cochin, de Ramel, de Bernis, Porteu, de Montalembert, de La Nouë, Cazenove de Pradines, de La Rochejacquelein, Le Cerf, de Maillé, Balsan, de Largentaye, Le Gonidec de Traissan, Gamard.

INFORMATIONS

M^{me} Casimir-Perier présidente des Dames françaises

M^{me} Casimir-Perier, déjà membre du conseil d'administration de l'Association des dames françaises, vient d'accepter la présidence d'honneur de cette œuvre de prévoyance patriotique.

La couronne d'argent des ingénieurs russes

M. Gay, directeur de l'École des Ponts et Chaussées, s'est rendu hier matin au Panthéon pour remettre la couronne en argent envoyée par les ingénieurs russes, qui a été placée sur le tombeau de M. Carnot.

Duel Deschanel et Clémenceau

M. Paul Deschanel a constitué, comme témoins, MM. Cavaignac et Chaudey, députés, pour demander une réparation à M. Clémenceau, en raison de son article d'hier matin, dans la *Justice*.

M. Clémenceau a désigné, pour le représenter, M. Ranc, sénateur, et M. Mathé, député.

L'incident Rouvier-Jourdan

On connaît l'incident violent qui s'est produit avant-hier à la Chambre en séance, et qui a amené un échange de paroles blessantes entre MM. Jourdan et Rouvier.

Au moment où, après la levée de la séance, l'affaire allait prendre le caractère d'une affaire d'honneur, et où des témoins, MM. Etienne et Thomson, allaient être constitués par M. Rouvier, le président de la Chambre, usant de sa haute autorité, est arrivé à obtenir que les paroles prononcées de part et d'autre dispa-

